

Europe

# LA GAUCHE EN ITALIE

Sandro Gozi, François Lafond, Fulvio Tudisco

23/05/2013

**Où en est la gauche italienne ? La Fondation Jean-Jaurès et EuroCité, dans le cadre du cycle de rencontres intitulé « Cité européenne », décryptent la nouvelle donne politique italienne. A un an des élections européennes de 2014, ils créent ainsi un nouvel espace de réflexion et de dialogue sur la politisation de l'Europe à gauche.**

En nouant ce partenariat, la Fondation Jean-Jaurès et EuroCité veulent interroger le devenir de la gauche européenne et œuvrer à l'élaboration d'un socle idéologique et programmatique commun à travers notes et analyses mais aussi par un cycle de rencontres intitulé Cité européenne. Le lancement de la **Cité européenne** a eu lieu le **23 mai 2013**, au siège de la Fondation Jean-Jaurès, avec une rencontre autour de :

- **Sandro Gozi**, député italien, professeur à Sciences Po et ancien conseiller de Romano Prodi ;
- **François Lafond**, professeur associé de Sciences politiques à l'Université Koré d'Enna ;
- **Fulvio Tudisco**, membre de la section PS de Naples et responsable de l'association politique La Prima Pietra.

Elle a été animée par **Barbara Revelli**, vice-présidente d'EuroCité et déléguée à l'Assemblée nationale du Partito democratico, et **Nicolas Leron**, président d'EuroCité.

**Retrouvez un entretien avec Sandro Gozi :**

**Retrouvez un entretien avec François Lafond :**

## Compte-rendu de la rencontre

### François Lafond

Le Parti Démocrate (en italien Partito Democratico, PD) est un jeune parti, fondé en 2007, caractérisé par une vocation gouvernementale mais marqué par une crise d'identité. Le PD doit se transformer, mais quel type de métamorphose doit-il subir ? Pour répondre à cette question il faut souligner quelques particularités du modèle italien :- le clivage droite/gauche n'est plus pertinent pour analyser la vie politique italienne mais il n'a pas disparu ;- les qualificatifs en « ismes » ne sont plus pertinents en 2013. Les mots socialisme et capitalisme sont le fruit de nos histoires nationales. En Italie, le terme socialisme n'est pas utilisé dans le langage politique après l'enquête judiciaire « Mains propres » (en italien *Mani Pulite*). Pour cette raison, le Parti Démocrate a refusé de s'affilier au PSE. Au Parlement européen, le groupe des socialistes européens a changé de nom en « Alliance des socialistes et démocrates » pour accueillir les députés du PD. Massimo D'Alema, ancien président du Conseil italien, père fondateur du PD, pense que le socialisme européen se divise entre les partisans d'une vision libérale et les défenseurs de l'Etat-providence. Selon Massimo D'Alema, « les uns et les autres ont perdu ». Le PD est le fruit d'une série de travaux constitutifs et des deux grandes cultures communiste et libérale-populaire de l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne. Silvio Berlusconi, leader du Peuple de la Liberté (en italien *Popolo della Libertà*, PDL), utilise souvent pendant la campagne électorale le terme « communisme » pour décrédibiliser l'adversaire politique. L'Italie est une démocratie parlementaire, caractérisée par un bicaméralisme parfait (le gouvernement doit avoir la confiance des deux chambres) et une loi électorale datant de 2005. Grâce à cette loi, la coalition de centre-gauche, composée par le PD et Gauche Ecologie et Liberté (en italien *Sinistra Ecologia e Libertà*), a obtenu 29,6 % des votes, soit 345 sièges sur 630 à la Chambre des députés, la chambre basse. Au Sénat, le centre-gauche a obtenu 123 sièges sur 315 et ne dispose pas de la majorité. Il y a actuellement trois pôles au nombre de voix équivalentes : le centre-gauche, le centre-droit et le Mouvement Cinq étoiles (M5S). Ce dernier, grâce à son discours anti-élite et anti-partis traditionnels, a recueilli huit millions de votes. Après soixante jours de crise institutionnelle, le président de la République, Giorgio Napolitano, 87 ans, a prêté serment pour son second mandat, devant le Parlement italien en assénant un discours critique à l'assemblée sur la situation politique du pays. Pour sortir du *statu quo*, le PD, le PDL et le Choix Civique (en italien *Scelta Civica*, centriste) ont formé un gouvernement de « grande coalition ». Il est difficile d'estimer combien de temps ce gouvernement restera en place, parce que le PD et le PDL sont sur des positions différentes depuis plus de vingt ans. Le nouveau président du Conseil, Enrico Letta (PD), a notamment annoncé différentes réformes dont une nouvelle loi électorale. Le PD doit tenir son congrès en octobre prochain. Pier Luigi Bersani,

ancien secrétaire général, a été délégitimé dans le processus d'élection du président de la République (101 électeurs du Parti démocrate ont voté contre Romano Prodi) et a dû démissionner. L'Assemblée nationale du PD a donc choisi un secrétaire provisoire, Guglielmo Epifani, ancien secrétaire général de la Confédération générale italienne du travail (en italien *Confederazione Generale Italiana del Lavoro*, CGIL). Lors du congrès, ils devront s'affronter sur différentes motions pour le choix d'un nouveau leader. Nous avons besoin d'un PD progressiste capable de construire un programme futur et d'intégrer des éléments de la troisième voie britannique. Ceci explique que pour l'instant une partie des électeurs insatisfaits aient voté pour le Mouvement Cinq étoiles. Les primaires restent un excellent outil pour la démocratie, le PD ne doit pas avoir peur de lui ouvrir ses portes.

### **Fulvio Tudisco**

L'ensemble du système politique italien est caractérisé par une crise de légitimité. Selon l'institut Demopolis, seuls 24 % des Italiens ont confiance dans les institutions. Le sentiment de colère frappe toute le monde : les partis politiques, l'Etat, l'Union européenne. La société italienne est marquée par des conflits multiples : entre les jeunes générations, entre jeunes et plus âgés, entre le Nord et le Sud. L'Italie est divisée en luttes perpétuelles entre factions. Le centre-gauche n'a pas de majorité, le Mouvement Cinq étoiles avait pour objectif de faire opposition. Pendant les soixante jours qui ont suivi les élections, la gauche est entrée en crise. Après l'échec de l'élection de Romano Prodi à la présidence de la République, le PD est plongé dans une crise profonde. Le PD est un parti « jamais né », parce qu'il a toujours fait profil bas sur toutes les questions cruciales. Pour dépasser le système de fusion, le prochain congrès devra être un congrès à vocation de débats d'idées.

### **Sandro Gozi**

Je suis d'accord avec les propos tenus par Romano Prodi le 19 avril dernier, affirmant que « nous nous sommes tous suicidés ». Les 101 députés qui ont voté contre Romano Prodi sont des « criminels ». Il est très difficile de bâtir la nouvelle gauche. On doit comprendre que l'on ne peut pas influencer sur les questions importantes, s'il n'y a pas de cohésion. Si nous pensons que l'alternative progressiste se construit à travers des rencontres entre les chefs de parti, c'est une erreur. Le PD doit renaître au prochain congrès pour devenir un parti avec une dimension transnationale. Chercher des alliances avec d'autres forces est important en vue des élections européennes. J'espère que ces élections seront les premières vraies élections européennes, parce que, jusqu'à présent, elles ont été des élections nationales de second ordre. En outre, le risque demeure que les eurosceptiques obtiennent la majorité au Parlement européen. On ne peut pas construire une Europe sans partis. Les partis européens transnationaux ne doivent pas être seulement une somme de partis nationaux. Durant les vingt dernières années, les partis socialistes n'ont pas compris qu'une politique de justice sociale ne pouvait se faire qu'en prenant en compte le niveau

communautaire. Les 101 députés ayant voté contre Romano Prodi n'ont pas conçu le PD comme un nouveau projet mais comme une solution face aux deux partis en crise, les Démocrates de Gauche et la Marguerite. Il est faux d'affirmer qu'entre droite et gauche il n'y a plus de différences. Notre objectif doit être la justice sociale, l'aide aux jeunes, aux femmes, à la communauté LGBT. Je suis convaincu que les primaires ne doivent pas être supprimées. Elles sont un excellent instrument pour dépasser la division entre militant et électeur, les primaires restent évidemment un bon « terrain de rencontre ».